

Affaires courantes

Les pétitionnaires demandent simplement de tenir des consultations avant de procéder à la fusion. J'appuie la démarche des pétitionnaires et j'espère que le gouvernement l'appuiera aussi.

[Français]

LE LANGAGE UTILISÉ À LA RADIO ET À LA TÉLÉVISION

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, j'ai une autre pétition dans laquelle les pétitionnaires demandent au Parlement du Canada de veiller à ce que le CRTC réglemente avec soin le langage utilisé dans les émissions de radio et de télévision.

Ils soulignent que, à plusieurs reprises, ils ont noté que le langage utilisé est en train de contrecarrer les efforts faits dans les foyers partout au Canada.

Ils ajoutent qu'il n'est pas nécessaire d'utiliser un tel langage, que c'est une forme de violence, et puisqu'on est très sensible à la violence utilisée dans notre société, qu'il devrait y avoir un appui unanime à le faire.

[Traduction]

LES ENFANTS VICTIMES DE LA PAUVRETÉ

M. Felix Holtmann (Portage—Interlake): Monsieur le Président, j'ai ici un certain nombre de pétitions à présenter.

La première est signée par un groupe de mes électeurs du district de Portage qui demandent au gouvernement de trouver le moyen de supprimer la pauvreté chez les enfants d'ici à l'an 2000.

LA LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS

M. Felix Holtmann (Portage—Interlake): J'ai aussi à présenter cinq autres pétitions—qui ne sont pas rares à la Chambre ces derniers temps—, dont les signataires demandent que le Code criminel soit modifié de telle sorte que la Loi sur les jeunes contrevenants soit mise à jour et que la Loi sur les jeunes délinquants ne vise pas les jeunes de moins de 13 ans.

Ces pétitions que je présente ici à la Chambre viennent de Portage-la-Prairie et des localités environnantes.

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Mme Lynn Hunter (Saanich—Les Îles-du-Golfe): Monsieur le Président, j'ai un certain nombre de pétitions à présenter aujourd'hui à la Chambre.

La première est signée par des habitants de Victoria, de Sydney et des Îles-du-Golfe qui craignent que le Canada ne perde un réseau téléphonique de première catégorie, surtout si le CRTC accepte la proposition

d'Unitel et de B.C. Rail d'entrer sur le marché des télécommunications.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de consulter tous les intéressés, et notamment les abonnés des régions rurales dont les factures de téléphone risquent de s'accroître considérablement. Je présente cette pétition qui concerne une question nationale.

LE PROJET HYDRO-ÉLECTRIQUE DES TROIS-GORGES

Mme Lynn Hunter (Saanich—Les Îles-du-Golfe): J'ai également un certain nombre de pétitions qui touchent une question beaucoup moins près de nous.

Il s'agit du projet hydro-électrique des Trois-Gorges en Chine. Les pétitionnaires viennent d'aussi loin que Toronto et Regina ainsi que de tout l'Ontario. Ils demandent au gouvernement de refuser de participer à ce projet ou d'offrir de l'aide technique, des prêts, des garanties et des subventions sous quelque forme que ce soit relativement à ce dernier.

J'exhorte le gouvernement à entendre les appels de ces pétitionnaires et à agir en conséquence.

[Français]

ON DEMANDE D'ENRAYER LA VIOLENCE DANS NOTRE SOCIÉTÉ

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer une pétition provenant de gens de Cadillac, qui déclarent que les films de violence à la télévision sont dangereux et, par conséquent, inadmissibles, parce qu'ils incitent à plus de violence.

On y mentionne que tous les jouets qui incitent à des jeux violents sont inacceptables et que leur fabrication devrait être supprimée. On y signale également que dans les cas de reportages d'actes de violence, la liberté de presse devrait être limitée et que l'information sur les actes de violence, trop souvent répétée à la télévision sur toutes les chaînes, de même qu'à la radio, peut inciter à d'autres actes de violence identiques.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent humblement que le Parlement légifère sur les points ci-haut mentionnés pour enrayer la violence dans notre société afin de protéger davantage nos enfants et assurer à tous nos concitoyens et concitoyennes une meilleure qualité de vie.

[Traduction]

LE PROJET DE LOI C-268

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter une série de pétitions portant des milliers de noms de membres de la bande indienne de Nipissing n° 10 et d'habitants de Sudbury, Hamilton, Blue River, Harrison Lake, Penticton, Lewis Creek,